

## Agglo de Nevers : le besoin d'un grand service public de l'eau

Vendredi 29 mars, les élus délégués à l'ADN étaient réunis pour notamment adopter le budget 2013 de l'Agglomération de Nevers.

Après avoir présenté les délibérations fixant le prix de l'eau pour l'année 2013, Jean Paul Pinaud, vice président en charge de l'eau et de l'assainissement a précisé : « cette délibération ne me satisfait pas. Si elle ne correspond pas au contenu du DOB qui prévoyait une augmentation de 4 %, la progression adoptée de 3,15 % du prix de l'eau porte à 3,78 € TTC le m<sup>3</sup> d'eau assaini. Elle aura des répercussions sur les familles déjà en difficulté et a deux explications :

- une augmentation de 2 % pour compenser la baisse de consommation d'eau
- et la progression des charges : les 2 % prévus dans le DOB pour financer la sécurisation de l'unité de traitement et les puits de Sermoise sont remplacés par une augmentation de 1,15 % représentant la répercussion sur les usagers de la rémunération de l'exploitant.

Alors que les besoins exprimés par les communes nécessiteraient un investissement de 13 millions d'euros et que le renouvellement des réseaux en demande largement plus d'un million par an, cette augmentation ne nous dégage aucune marge de manœuvre supplémentaire pour des travaux en 2013. Notre budget nous permet d'en programmer pour un million en eau et 700 000 euros en assainissement, soit un recul par rapport aux années précédentes.

Or la loi nous oblige pour les budgets eau et assainissement à financer les charges et investissements par les ventes d'eau. Cette situation nous conduit dans une impasse. **Pour l'éviter, il y a urgence à mettre à contribution les grands groupes qui font des profits sur l'eau, à modifier la législation afin que le budget général des collectivités concernées puisse financer des investissements lourds et à créer un**

**grand service public de l'eau et de l'assainissement »**

**Pour Roger Charaudie** aussi, les usagers ne doivent pas être à payer : « Il s'agit de permettre d'abonder le budget de l'eau par exemple par le budget général de l'ADN et les agences de l'eau. La création d'une agence nationale de l'eau serait aussi de nature à permettre un prix unique de l'eau et à favoriser le passage en gestion publique avec des mutualisations et expertises nationales. ».

**Pour Christian Lebatteur**, il faut penser au pouvoir d'achat en recul de nombreuses familles. Concernant l'impossibilité de faire appel au budget général pour limiter l'augmentation, il a rappelé que si certaines activités faisaient l'objet d'un budget annexe qui doit s'équilibrer c'est à cause de décisions prises il y a plusieurs années afin de faciliter les privatisations. Regrettons que la facturation à l'utilisateur se fait sans tenir compte des revenus, les familles nombreuses sont pénalisées, alors que l'eau est un produit indispensable.

**Pascal Reuillard** a souligné pour sa part la contradiction de la situation car les difficultés des familles conduisent à limiter leurs consommations et cette baisse entraîne une hausse du prix car les recettes baissent !

Ce n'est pas tenable et des démarches devraient être engagées pour obtenir davantage de subventions pour les travaux d'investissement auprès de l'agence de bassin notamment pour qu'ils pèsent moins sur le prix de l'eau. S'agissant de travaux s'inscrivant dans le développement durable, ils devraient bénéficier de prêts à taux réduits soutenus à ce titre par l'Etat. Il faut examiner également dans quelles conditions le budget général pourrait contribuer financièrement à l'équilibre au budget annexe de l'eau.

### Du côté de Prémary... Contre l'ANI !

13 participants à cette réunion dont des sympathisants du Front de Gauche. Le débat a été animé et les participants ont compris la nocivité de cet accord national interprofessionnel. Le détricotage de Code du Travail et des droits des salariés, et à l'inverse toujours plus de privilèges pour le patronat ont conduit l'assemblée à se donner des moyens d'agir avec la pétition anti austérité et anti ANI à faire signer dans les cages d'escalier et devant le supermarché, la discussion avec ses proches et ses collègues pour mener la bataille d'idées et imposer d'autres choix (loi contre les licenciements boursiers, des droits nouveaux aux salariés,...) , interpellé les parlementaires et participer à la manif du 9 avril 2013 à Nevers contre l'ANI. Nous ne laisserons pas faire.

Monique Choquel

### Le savez-vous ?

**20 000 à 30 000**

C'est le nombre de milliards de dollars cachés dans les « paradis fiscaux » : 10 fois le PIB de la France... et l'équivalent de 75% de la dette totale mondiale !

**1 250 milliards**

C'est ce qui manque, chaque année, dans les caisses des Etats à cause de la fraude fiscale. Pour la France, le montant est estimé entre 40 et 50 milliards d'€... à peu près le montant total de l'impôt sur le revenu !

**527**

C'est le nombre de filiales des banques françaises dans les paradis fiscaux (360 pour la seule BNP Paribas)



N° 1747 du 12 avril 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91  
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage VARENNES-VAUZELLES PPDC

En pages intérieures :  
le tract départemental imprimé à 50 000  
exemplaires, en cours de distribution

Rappel :

Grande réunion publique avec  
**Didier Le Reste,**  
Mardi 16 avril à 18 h,  
Centre Gérard Philippe (près de la mairie)  
à V. Vauzelles

Les Nouvelles  
de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF  
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



Déposé -10-04-13



L'ANI a été voté à l'Assemblée Nationale. Les députés du Front de Gauche ont mené une bataille exemplaire. Le combat continue au Sénat. 500 manifestants à Nevers. Nous y reviendrons la semaine prochaine



Belle réussite de l'initiative de formation interne sur le combat contre l'extrême-droite. Une cinquantaine de militant-es et sympathisant-es ont échangé avec Alain HAYOT

## Affaire Cahuzac : Plus que jamais, « l'ennemi c'est la finance ».

Les françaises et les français découvrent avec sidération, heure après heure à la télé, le grand débalage et les multiples répliques du tremblement de terre qu'ont constitué les aveux de Jérôme Cahuzac.

**Oui, l'heure est grave :** c'est la parole publique, c'est la confiance en la République et en la morale politique, qui sont foulées aux pieds, et cela dans un contexte où déjà les multiples renoncements de François Hollande et l'abandon de ses promesses électorales ont créé, depuis plusieurs mois, un climat particulièrement malsain dans le pays.

**Loin d'être la seule dérive personnelle** d'un ministre (hautement condamnable), cette affaire illustre de manière éclatante l'emprise toujours plus étouffante des logiques de l'argent, des forces de la finance.

Dans cette situation, il ne suffira pas, M. Hollande, d'une simple « moralisation de la vie politique » : tous les dispositifs de « transparence totale » (certes bienvenus) ne permettront pas de faire l'économie de la question absolue : **combattre le monde de la finance ou s'y soumettre ?**

Il est d'ailleurs remarquable (on n'ose dire « salutaire ») que, y compris dans les « grands médias », cette affaire ait immédiatement remis sur le devant de la scène la question centrale de l'évasion

fiscale et des paradis fiscaux : les sommes folles placées « offshore », le manque à gagner dans les caisses de l'Etat... tout cela réapparaît au grand jour. On voit ce qu'il en est de la « moralisation du capitalisme » et de la « fin des paradis fiscaux » claironnés par N. Sarkozy... Mieux : ce qui est « sur la table », selon le journal Le Monde, c'est le débat sur l'austérité, et sur le cap politique suivi par le gouvernement. Si l'affaire Cahuzac pouvait servir à ça...

**Dans ces conditions, le Parti Communiste lance, solennellement, un double appel :**

- appel à la mobilisation de toutes les forces et de tous les citoyens, qui, quel qu'ait été leur bulletin de vote à gauche, ont voulu le changement au printemps dernier, pour imposer la rupture avec les politiques d'austérité

- appel à la construction d'un nouveau contrat politique pour le pays, autour de deux axes : un programme de lutte déterminée contre la domination de la finance, et une refondation démocratique de nos institutions par un processus constituant, jusqu'à une 6<sup>ème</sup> République.

C'est le sens de la grande initiative nationale du Front de Gauche, décidée pour le **5 mai prochain** à Paris, à laquelle les communistes participeront sur une base claire et unique : « **Contre l'austérité et la finance, marche citoyenne pour la 6<sup>ème</sup> République** » !

## Contre le FN : Le combat social et sur les valeurs, la solidarité, l'éthique... devient essentiel.



Une partie de l'assemblée

Comment être plus efficace dans le combat contre les idées dangereuses du FN qui évoluent et qui conduisent au maintien de la domination du capitalisme en France et sur le monde ? La matinée de samedi dernier fut non seulement très intéressante, mais ce fut du temps gagné pour les participants dans la bataille d'idées indispensables, rendues encore plus urgentes par l'actualité.

François Diot secrétaire départemental, remercia les militants et amis présents et surtout Alain Hayot dirigeant national du PCF, venu de Marseille.

En introduction, F. Diot rappela notamment le poids du vote FN dans la Nièvre : « 25 000 voix, en 2012 à la Présidentielle, 19,5% soit 1,5% au dessus de la moyenne nationale (en 2002, les deux candidats d'extrême-droite réalisaient déjà 18,5%). Le FN dépasse les 20% dans 192 communes sur 312. Ce n'est pas un vote seulement rural. Et il est plus important au nord-ouest du département (cantons de Cosne, Pouilly, St Amand). Aux législatives le FN obtient 14,5%. »

### Une très grave crise politique

Alain Hayot souligne que l'objet de cette réunion est en plein dans l'actualité. « La situation actuelle est un révélateur des contradictions, des dysfonctionnements de la société. Elle est la conjonction de plusieurs crises.

**Une crise sociale qui dure.** Particulièrement inégalitaire, c'est l'exclusion volontaire par l'économie des classes populaires, avec un pôle de la société de plus en plus riche et un nombre toujours plus grand de pauvres : 5 millions de chômeurs, 10 millions de personnes dans la pauvreté.

**Une crise de représentation politique et constitutionnelle,** le fossé est énorme entre les électeurs et les élus. Le manque de confiance grandit... Cela touche les Partis, les syndicats... Cette crise est aggravée par les comportements de certains "grands" élus, leur arrogance, leur mépris et l'argent. La 5<sup>ème</sup> République c'est le pouvoir personnel, avec un exécutif fort. Un système anti démocratique...

**Une crise morale, de civilisation,** du sens de notre existence, au moment où les aspirations individuelles au bien vivre ensemble sont très fortes. Et alors que le développement de la société, les sciences et les techniques le permettraient. Le capitalisme bride ces aspirations

par sa mondialisation, sa financiarisation, son productivisme, son hyper marchandisation, l'autoritarisme, la concurrence, la performance, les divisions sur la base de caractères communautaires, ethniques, le retour des fondamentalismes religieux, le capitalisme vert. Diviser pour dominer, le capitalisme travaille à trouver l'issue de sa crise. »

### Doit-on craindre une explosion du vote FN ?

Oui et non, répond A. Hayot. « Oui par fatalisme, si nous ne disons et ne faisons rien. Par contre si nous travaillons ces questions et les affrontons, il est possible de faire reculer le vote FN ».

### Comment combattre le FN ?

**Il se dit « en dehors du système ». C'est faux.** Le FN est un **parti politique de droite.** C'est l'un de ses trois courants, de longue tradition française. Le plus réactionnaire, opposé à la République. Disqualifié après guerre (Pétainisme...), il réapparaît dans les années 1975-1980. C'est un parti qui a évolué. Marine Le Pen élargit le discours au social, **tout en portant un projet de société de droite.** Leur travail sur les idées a marqué des points. Le FN tire une grande partie de la société plus à droite (60% des électeurs UMP sont favorables à des alliances UMP-FN.) Mais les sondages sur le mariage pour tous, l'élection de Hollande... montrent la force et la permanence des valeurs de gauche. **Le FN n'est pas que protestataire. Il est porteur de thèses réactionnaires,** et un "corpus" idéologique est en train de se constituer avec la droite. Le combat sur le projet est donc déterminant. Le combat n'est pas que social : il porte aussi sur les valeurs, la société...

### Qui vote FN ?

C'est **d'abord un électorat de droite,** (exemple les cantons de Cosne, Pouilly...). « Ayons à l'esprit qu'une partie de la classe ouvrière en France a toujours voté à droite, un électorat aujourd'hui siphonné par le FN. Le vote FN atteint les quartiers populaires et les zones périphériques urbaines. C'est dans **les classes moyennes et intermédiaires** que se trouve une grande partie du vote Le Pen d'aujourd'hui. Chez ceux qui **crainent un déclassement,** un recul de la position sociale acquise avant la crise. **Les peurs sont une motivation puissante,** d'où la permanence des campagnes d'idées (médiats, droite **et FN**), sur l'insécurité. Plus la crise s'approfondit, plus les perspectives de progrès diminuent et plus le risque d'un élargissement de l'électorat existent. »

Sachons que les personnes dans les situations les plus précaires, **la pauvreté, sont plutôt tentées par l'abstention.** Quand au mythe d'un transfert du vote communiste, l'étude des votes démontre le contraire.

Suite page 7

## contre le FN : suite de la page 2

### Les thèmes du FN :

« **La préférence nationale.** le rejet de l'immigration », en se disant « opposé au mondialisme et à l'Europe, » s'appuyant sur les craintes « d'un monde multipolaire » et développant " l'islamophobie".

« **L'État fort, autoritaire** » avec le mythe du chef, banalisé par la 5<sup>ème</sup> République, face à « l'État providence » accusé de tous les laxismes et problèmes.

**La valorisation de l'action individuelle,** avec une mise en avant des "entrepreneurs". Mme Le Pen n'a jamais soutenu les syndicats, ni les services publics. Jamais elle ne s'oppose aux marchés financiers, ni ne demande la nationalisation des banques. Par contre elle demande la vente du parc HLM !

**Un discours qui divise les victimes.** M. Le Pen s'essaie au discours social, mais regarde toujours en bas et pas en haut. Les pauvres seraient responsables de leur situation...

### Faire reculer les idées du FN :

Aujourd'hui, on constate l'ancrage à droite d'une force populiste sur la durée. Une Europe populiste se construit. Les analyses du FN sont répandues au delà de ses rangs. Une lutte est engagée pour l'hégémonie entre la droite et l'extrême droite.

Pour être efficace, il est nécessaire de **comprendre ses thèses et de mener une bataille idéologique** sur chacune, **en en prenant le contre pied.** Nous devons **réorganiser, reconstruire la solidarité** entre les dominés, les exploités dans les entreprises, les quartiers et cités. Il faut **remettre les regards vers le haut et combattre l'idée que les responsables de la crise...seraient en bas.** « Le voisin ouvrier immigré qui achète une voiture, le cheminot et son statut... » pendant que 600 milliards d'€ de fortunes françaises sont dans les paradis fiscaux. Cela pose la question de **faire connaître nos propositions et notre projet de société, d'amplifier les débats publics et citoyens.**

Nous reviendrons sur le débat la semaine prochaine.

## Souvenir de la Fontaine du Bois : « engagez vous (...) pour sortir de la crise »



Emotion, souvenir et volonté de combattre les résurgences du passé étaient bien présents dimanche à Poiseux. La participation importante, (dont seize porte drapeaux) a marqué l'hommage au 1er maquis armé de la Nièvre et sa courte existence durant cette horrible deuxième guerre mondiale.

Marcel Henry, particulièrement ému, dernier survivant du maquis à 91 ans détailla les circonstances de sa création à l'initiative du PCF clandestin, de sa création dans les premiers jours de 1943 jusqu'au 7 avril de la même année, où la Police de Vichy arrêta ses six membres.

Il rappela leurs noms, Justin Marque-reau, Henri Thomet, Marcel Lambert, Albert Michot, Marcel Beaufils.

Il souligna les coups portés à l'ennemi et le destin de chacun de ses membres, emprisonnés, torturés, internés ou déportés « qui par chance sortirent tous vivants de la guerre »; Ce qui ne sera malheureusement pas le cas d'autres résistants.

Marcel Henry pour sa part s'évadera du camp de la Coubre (2e évadation) et reprendra le combat jusqu'aux libérations

## Les Alsaciens boudent le référendum

L'UMP, avec le soutien du PS et des Verts, avait imaginé une fusion de la Région Alsace et des deux départements. S'y ajoutait un redécoupage avec 17 instances nouvelles pour préserver les baronnies UMP qui devaient succéder à l'existant.

En fait, c'est un nouveau ballon d'essai heureusement mis en échec, d'une casse des Etats nationaux, de leur cohérence, de la solidarité qu'ils apportent aux citoyens, au profit de Régions en concurrence les unes avec les autres au service du capital.

On retrouve malheureusement une démarche similaire dans le projet d'Acte III de la décentralisation.

Les Alsaciens, avec une abstention supérieure à 60 %, ont rejeté ce projet très éloigné de leurs préoccupations (il fallait que le OUI remporte le vote avec 25 % des inscrits pour être adopté).

Fait notable, le NON l'emporte dans le Haut Rhin avec 55 % des voix, à la grande satisfaction des militants du Front de Gauche. Notons encore que des élus locaux FN appelaient à voter oui, jusqu'au moment où leur direction nationale s'est prononcée pour le non.

Le PCF se réjouit du résultat et demande au gouvernement le retrait du projet de loi dit « Acte III de décentralisation ».

de Chaulgnes, Fourchambault, Nevers »

Tous les six s'impliqueront ensuite dans les associations l'ANACR et la FNDIRP pour la défense de leurs droits, la Paix, l'application du programme du CNR et la mémoire.

Exprimant le regret de la mise en cause des acquis issus de la Résistance, il invita à suivre Stéphane Hessel : « indignez vous, engagez vous, les bases du programme du CNR peuvent servir à sortir de la crise politique sociale et financière »

Parmi les présents, Marie Claude Bousard qui dirigea la cérémonie, Monique Choquel, Serge Petit, Jean-Claude Duret, Liliane Depresle, Génia Oboeuf, M. Fity, maire de Poiseux et de nombreuses personnalités.